

**CANADA LANDS COMPANY
CLC LIMITED**

***ACCESS TO INFORMATION ACT*
ANNUAL REPORT
FOR REPORTING PERIOD OF
APRIL 1, 2020 TO MARCH 31, 2021**

Introduction

The *Access to Information Act* gives Canadian citizens as well as people and corporations present in Canada the right to have access to federal government records that are not of a personal nature. The Act complements but does not replace other procedures for obtaining government information. It is not intended to limit in any way the access to government information that is normally available to the public upon request.

In accordance with the provisions of section 72 of the Act, Canada Lands Company CLC Limited (CLC) has prepared its annual report on the administration of this act and the annual report will be tabled in Parliament.

During the reporting period, CLC did not enter into any service agreements.

Mandate of Canada Lands Company CLC Limited

CLC is the core real estate subsidiary of Canada Lands Company Limited. CLC has the same principal goal in its policy mandate as its parent company, to ensure the commercially oriented, orderly disposition of selected surplus federal real properties with optimal value to the Canadian taxpayer and the holding and managing of certain properties. This was laid out by the government in 1995 and then reconfirmed in 2001. The realization of optimal value recognizes financial value, economic stimulation and the strengthening of the quality of life in communities where the company operates.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA
CLC LIMITÉE**

***LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*
RAPPORT ANNUEL
POUR LA PÉRIODE DU
1er AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021**

Introduction

La Loi sur l'accès à l'information donne aux citoyens canadiens ainsi qu'aux personnes et sociétés présentes au Canada le droit d'accès aux dossiers du gouvernement fédéral qui ne contiennent pas de renseignements personnels. La Loi complète plutôt qu'elle ne remplace les autres procédures d'obtention des renseignements gouvernementaux. Elle ne place aucune limite sur les autres méthodes d'accès sur demande auxquelles le grand public peut habituellement avoir recours.

Conformément aux dispositions de l'article 72 de la Loi, la Société immobilière du Canada CLC limitée (SIC) a préparé son rapport annuel sur l'administration de cette loi et le rapport annuel sera déposé au Parlement.

Au cours de la période de référence, la SIC n'a conclu aucune entente de service.

Mandat de la Société immobilière du Canada CLC limitée

La SIC est la principale filiale immobilière de la Société immobilière du Canada limitée. La SIC a le même mandat que la société mère, soit de se charger de l'aliénation de certains biens immobiliers excédentaires de façon ordonnée et à des fins commerciales, afin de procurer la plus grande valeur possible aux contribuables canadiens, ainsi que de détenir et gérer certaines propriétés. Ce mandat, qui lui avait été confié par le gouvernement en 1995, a été confirmé en 2001. La réalisation de la valeur optimale englobe la valeur financière, la stimulation économique et la contribution à la qualité de la vie dans les collectivités où l'entreprise exerce ses activités.

CLC's role is further elaborated on in Treasury Board's Policy on the Management of Real Property and Directive on the Sale or Transfer of Surplus Real Property. The surplus properties disposed of by CLC are identified as strategic. Strategic real properties are properties or portfolios of properties with potential for significantly enhanced value, those that are highly sensitive, or a combination of these factors. Because of the complexity associated with these properties, they may require innovative efforts and a comprehensive management approach to move them into the market.

Activities Regarding the *Access to Information Act*

All responsibilities regarding the administration of the *Access to Information Act* rest upon the Corporate Secretary who reports directly to the President and Chief Executive Officer. The latter is the head of the government institution for the purpose of the Act and he delegated all his powers under the Act to the Corporate Secretary. A copy of the delegation order is enclosed at the end of this report.

A law clerk is assisting the Corporate Secretary in managing access to information activities.

Statistical Report

CLC received one (1) request during the reporting period, which was transferred to another federal agency.

CLC received fewer requests than in previous reporting periods.

Le rôle de la SIC est décrit plus précisément dans la Politique sur la gestion des biens immobiliers et dans la Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires du Conseil du Trésor. Les biens immobiliers que la SIC cède sont désignés stratégiques. Les biens immobiliers stratégiques sont des biens ou des portefeuilles de biens dont la valeur peut être accrue de manière significative ou qui sont d'une importance névralgique - ou une combinaison de ces facteurs. En raison de l'aura de complexité entourant ces biens, il peut s'avérer nécessaire d'innover et de recourir à une approche de gestion englobante pour les mettre sur le marché.

Activités relatives à la *Loi sur l'accès à l'information*

Toutes les responsabilités liées à la *Loi sur l'accès à l'information* incombent au Secrétaire général qui relève directement du Président et directeur général de la société. Ce dernier, étant le responsable de l'institution fédérale aux fins de la Loi, lui a délégué tous les pouvoirs en vertu de l'ordonnance de délégation. Une copie du décret de délégation de pouvoirs est jointe à ce rapport.

Une parajuriste assiste le Secrétaire général dans la gestion des activités reliée à l'accès à l'information.

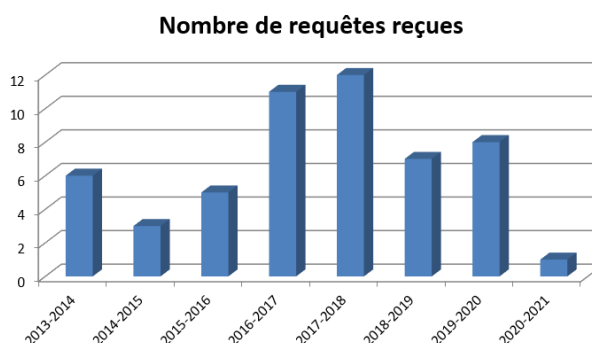
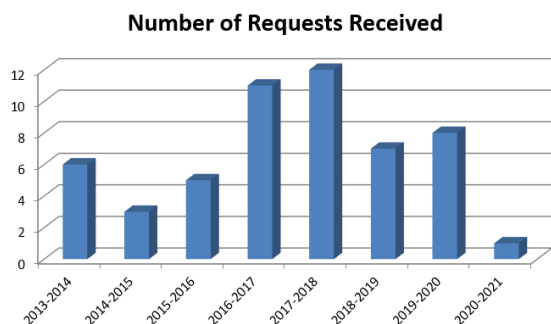
Rapport statistique

La SIC a reçu une (1) demande durant la période de déclaration qui a été transférée à un autre organisme fédéral.

La SIC a reçu moins de demandes qu'aux périodes précédentes.

The enclosed table provides additional information regarding their disposition.

Le tableau ci-joint fournit des renseignements additionnels concernant le traitement de toutes les demandes.



CLC received one (1) consultation request for the reporting period and carried one (1) over from the previous reporting period. All consultation requests were from other Government of Canada institutions and organizations, requiring a review of an additional 148 pages.

La SIC a reçu une (1) demande de consultation au cours de la période de déclaration, et a reporté une (1) de la période de déclaration précédente. Toutes les demandes de consultation provenaient d'autres institutions et organismes du gouvernement du Canada et ont nécessité l'examen de 148 pages supplémentaires.

CLC is continuing to operate under its Crisis Management Plan; however, there were no major impacts to CLC's ability to fulfill its Access to Information Act responsibilities.

La SIC continue de fonctionner selon son plan de gestion des crises; toutefois, il n'y a eu aucun impact important sur la capacité de la SIC à s'acquitter de ses responsabilités en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Education and Awareness

Éducation et sensibilisation

Three training sessions regarding the Act were given during the reporting period and three participants attended.

Trois sessions sur la Loi avec trois participants ont eu lieu durant la période de rapport.

Institution-specific Access to Information Policies

Politiques et procédures institutionnelles

CLC did not develop any new or revised access to information policies or procedures during the reporting period.

La SIC n'a pas élaboré ou révisé de nouvelle politique ou procédure relativement à l'accès à l'information au cours de la période en question.

Complaints and Appeals

Plaintes et recours judiciaires

No complaints were filed with the Information Commissioner, and no appeal was filed with the Federal Court during the reporting period.

Aucune plainte n'a été déposée auprès De la commissaire à l'information, et aucun appel à la Cour fédérale n'a été entamé au cours de la période en question.

Monitoring the Time to Process Requests

CLC did not conduct any monitoring of the time to process access to information requests during the reporting period.

Suivi du Temps Requis pour Traiter les Demandes

Aucun suivi du temps requis pour traiter les demandes d'accès à l'information n'a été effectué au cours de la période d'établissement de rapports.

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *protection des renseignements personnels*

The President and Chief Executive Officer of Canada Lands Company CLC Limited, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the person holding the position set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the President and Chief Executive Officer as the head of Canada Lands Company CLC Limited, under the provisions of the *Access to Information Act* and *Privacy Act* and related regulations set out in the schedule. This designation replaces all previous delegation orders.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président-directeur général de la Société immobilière du Canada CLC limitée désigne par les présentes le titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après, ou la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, afin d'exercer les pouvoirs et fonctions du président-directeur général à titre de chef de la Société immobilière du Canada CLC limitée en vertu des articles de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et les règlements connexes énoncés à l'annexe. Cette désignation remplace tout décret de délégation antérieur.

Position/Poste

Access to Information Act and Regulations / Loi sur l'accès à l'information et Règlement

Privacy Act and Regulations / Loi sur la protection des renseignements personnels et Règlement

Corporate Secretary/
Secrétaire général

Full authority /
Autorité absolue

Full authority /
Autorité absolue

Dated, in the City of Toronto
this 11th day of July, 2019

Daté, à la ville de Toronto
en ce 11^e jour de juillet 2019



John McBain

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the
Access to Information Act
Canada Lands Company CLC Limited

Section	Description	Corporate Secretary
4(2.1)	Responsibility of government institutions	X
7(a)	Notice when access requested	X
7(b)	Giving access to record	X
8(1)	Transfer of request to another government institution	X
9	Extension of time limits	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Additional fees	X
12(2)(b)	Language of access	X
12(3)(b)	Access in an alternative format	X
13	Exemption - Information obtained in confidence	X
14	Exemption - Federal-provincial affairs	X
15	Exemption - International affairs and defence	X
16	Exemption - Law enforcement and investigations	X
16.5	Exemption - <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
17	Exemption - Safety of individuals	X
18	Exemption - Economic interests of Canada	X
18.1	Exemption - Economic interest of the Canada Post Corporation, Export Development Canada, the Public Sector Pension Investment Board and VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exemption - Personal information	X
20	Exemption - Third-party information	X
21	Exemption - Operations of Government	X
22	Exemption - Testing procedures, tests and audits	X
22.1	Exemption - Audit working papers and draft audit reports	X
23	Exemption - Solicitor-client privilege	X
24	Exemption - Statutory prohibitions	X
25	Severability	X
26	Exception - Information to be published	X
27(1), (4)	Third-party notification	X

Section	Description	Corporate Secretary
28(1)(b), (2), (4)	Third-party notification	X
29(1)	Where the Information Commissioner recommends disclosure	X
33	Advising Information Commissioner of third-party involvement	X
35(2)(b)	Right to make representations	X
37(4)	Access to be given to complainant	X
43(1)	Notice to third party (application to Federal Court for review)	X
44(2)	Notice to applicant (application to Federal Court by third party)	X
52(2)(b), (3)	Special rules for hearings	X
71(1)	Facilities for inspection of manuals	X
72	Annual report to Parliament	X
Access to Information Regulations		X
6(1)	Transfer of Request	X
7 (2)	Search and preparation fees	X
7 (3)	Production and programming fees	X
8	Providing access to records	X
8.1	Limitations in respect of format	X

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the
Privacy Act

Canada Lands Company CLC Limited

Section	Description	Corporate Secretary
8(2)(j)	Disclosure for research purposes	X
8(2)(m)	Disclosure in the public interest or in the interest of the individual	X
8(4)	Copies of requests under 8(2)(e) to be retained	X
8(5)	Notice of disclosure under 8(2)(m)	X
9(1)	Record of disclosures to be retained	X
9(4)	Consistent uses	X
10	Personal information to be included in personal information banks	X
14	Notice where access requested	X
15	Extension of time limits	X
17(2)(b)	Language of access	X
17(3)(b)	Access to personal information in alternative format	X
18(2)	Exemption (exempt bank) - Disclosure may be refused	X
19(1)	Exemption - Personal information obtained in confidence	X
19(2)	Exemption - Where authorized to disclose	X
20	Exemption - Federal-provincial affairs	X
21	Exemption - International affairs and defence	X
22	Exemption - Law enforcement and investigation	X
22.3	Exemption – <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
23	Exemption - Security clearances	X
24	Exemption - Individuals sentenced for an offence	X
25	Exemption - Safety of individuals	X
26	Exemption - Information about another individual	X
27	Exemption - Solicitor-client privilege	X
28	Exemption - Medical record	X
31	Notice of intention to investigate	X
33(2)	Right to make representation	X

Section	Description	Corporate Secretary
35(1)	Findings and recommendations of Privacy Commissioner (complaints)	X
35(4)	Access to be given	X
36(3)	Report of findings and recommendations (exempt banks)	X
37(3)	Report of findings and recommendations (compliance review)	X
51(2)(b)	Special rules for hearings	X
51(3)	<i>Ex parte</i> representations	X
72(1)	Report to Parliament	X
Privacy Regulations		X
9	Reasonable facilities and time provided to examine personal information	X
11(2)	Notification that correction to personal information has been made	X
11(4)	Notification that correction to personal information has been refused	X
13(1)	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a qualified medical practitioner or psychologist for an opinion on whether to release information to the requestor	X
14	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a requestor in the presence of a qualified medical practitioner or psychologist	X

Délégation de pouvoirs, de devoirs et fonctions en vertu de l'article 73 de la
Loi sur l'accès à l'information
Société immobilière du Canada CLC limitée

Article	Description	Secrétaire général
4(2.1)	Responsable de l'institution fédérale	X
7a)	Notification	X
7b)	Communication du document	X
8(1)	Transmission de la demande à une autre institution fédérale	X
9	Prorogation du délai	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Droits supplémentaires	X
12(2)b)	Version de la communication	X
12(3)b)	Communication sur support de substitution	X
13	Exception – Renseignements obtenus à titre confidentiel	X
14	Exception – Affaires fédéro-provinciales	X
15	Exception – Affaires internationales et défense	X
16	Exception – Enquêtes	X
16.5	Exception – <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	X
17	Exception – Sécurité des individus	X
18	Exception – Intérêts économiques du Canada	X
18.1	Exception – Intérêts économiques de la Société canadienne des postes, d'Exportation et développement Canada, de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et de VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exception – Renseignements personnels	X
20	Exception – Renseignements de tiers	X
21	Exception – Activités du gouvernement	X
22	Exception – Examens et vérifications	X
22.1	Exception – Documents de travail se rapportant à la vérification et rapports préliminaires d'une vérification	X
23	Exception – Secret professionnel de l'avocat	X
24	Exception – Interdictions fondées sur d'autres lois	X
25	Prélèvements	X
26	Exception – Publication de communications	X
27(1), (4)	Avis aux tiers	X

Article	Description	Secrétaire général
28(1)b), (2), (4)	Avis aux tiers	X
29(1)	Lorsque le Commissaire à l'information recommande la communication	X
33	Informé le Commissaire à l'information de l'implication d'un tiers	X
35(2)b)	Droit de présenter des observations	X
37(4)	Communication accordée au plaignant	X
43(1)	Avis aux tiers (exercice devant la Cour fédérale d'un recours en révision)	X
44(2)	Avis à la personne qui a exercé le recours (exercice devant la Cour fédérale d'un recours par un tiers)	X
52(2)b), (3)	Règles spéciales	X
71(1)	Installations pour l'inspection des manuels	X
72	Rapport annuel au Parlement	X
Règlement sur l'accès à l'information		X
6(1)	Transmission de la demande	X
7 (2)	Frais de recherche et de préparation	X
7 (3)	Frais de production et de programmation	X
8	Accès aux documents	X
8.1	Restrictions applicables au support	X

Délégation de pouvoirs, de devoirs et fonctions en vertu de l'article 73 de la
Loi sur la protection des renseignements personnels
Société immobilière du Canada CLC limitée

Article	Description	Secrétaire général
8(2)j)	Communication pour des travaux de recherche	X
8(2)m)	Communication pour des raisons d'intérêt public ou de l'intérêt de l'individu	X
8(4)	Conservation des copies des demandes faites en vertu de l'al. 8(2)e)	X
8(5)	Avis de communication dans le cas de l'al. 8(2)m)	X
9(1)	Conservation des relevés	X
9(4)	Usages compatibles	X
10	Renseignements personnels versés dans les fichiers de renseignements personnels	X
14	Notification	X
15	Prorogation du délai	X
17(2)b)	Version de la communication	X
17(3)b)	Accès aux renseignements personnels sur support de substitution	X
18(2)	Exception (fichiers inconsultables) – La communication peut être refusée	X
19(1)	Exception – Renseignements personnels obtenus à titre confidentiel	X
19(2)	Exception – Cas où la divulgation est autorisée	X
20	Exception – Affaires fédéro-provinciales	X
21	Exception – Affaires internationales et défense	X
22	Exception – Enquêtes	X
22.3	Exception – <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	X
23	Exception – Enquêtes de sécurité	X
24	Exception – Individus condamnés pour une infraction	X
25	Exception – Sécurité des individus	X
26	Exception – Renseignements concernant un autre individu	X
27	Exception – Secret professionnel de l'avocat	X
28	Exception – Dossiers médicaux	X
31	Avis d'enquête	X
33(2)	Droit de présenter des observations	X

Article	Description	Secrétaire général
35(1)	Conclusions et recommandations du Commissaire à la protection de la vie privée (plaintes)	X
35(4)	Communication accordée	X
36(3)	Rapport de conclusions et recommandations (fichiers inconsultables)	X
37(3)	Rapport de conclusions et de recommandations (contrôle d'application)	X
51(2)b)	Règles spéciales	X
51(3)	Présentation d'arguments en l'absence d'une partie	X
72(1)	Rapport au Parlement	X
Règlement sur la protection des renseignements personnels		X
9	Installations et délais raisonnables prévus pour consulter des renseignements personnels	X
11(2)	Avis de corrections apportées aux renseignements personnels	X
11(4)	Avis de refus de la demande correction des renseignements personnels	X
13(1)	La communication de renseignements personnels concernant l'état physique ou mental peut être faite à un médecin ou à un psychologue en situation légale d'exercice, afin que celui-ci puisse donner son avis quant à la communication de ces renseignements au demandeur	X
14	La communication de renseignements personnels concernant l'état physique ou mental peut être faite à un demandeur en la présence d'un médecin ou d'un psychologue en situation légale d'exercice	X



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: CANADA LANDS COMPANY CLC LIMITED

Reporting period: 4/1/2020 to 3/31/2021

Section 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	1
Outstanding from previous reporting period	0
Total	1
Closed during reporting period	1
Carried over to next reporting period	0

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	0
Academia	1
Business (private sector)	0
Organization	0
Public	0
Decline to Identify	0
Total	1

1.3 Informal requests

Completion Time							
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.31	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(c)	0	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)(b)	0	16.6	0				
16(1)(c)	0	17	0				
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic	Other
0	0	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

	Requests closed within legislated timelines
Number of requests closed within legislated timelines	1
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	100

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of Requests Closed Past the Legislated Timelines	Principal Reason			
	Interference with Operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

3.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of Days Past Legislated Timelines	Number of Requests Past Legislated Timeline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Legislated Timeline Where an Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Extensions

4.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Decline to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 5: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Requests	Amount	Requests	Amount
Application	1	\$5	0	\$0
Other fees	0	\$0	0	\$0
Total	1	\$5	0	\$0

Section 7: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

7.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Request	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Request	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Complaints and investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal representations	Section 37 Reports of finding received	Section 37 Reports of finding containing recommendations issued by the Information Commissioner	Section 37 Reports of finding containing orders issued by the Information Commissioner
0	0	0	0	0	0

Section 9: Court Action

9.1 Court actions on complaints received before June 21, 2019 and on-going

Section 41 (before June 21, 2019)	Section 42	Section 44
0	0	0

9.2 Court actions on complaints received after June 21, 2019

Section 41 (after June 21, 2019)				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Resources Related to the Access to Information Act

10.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$11,000
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$11,000

10.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	0.100
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.100

Note: Enter values to three decimal places.



Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE

Période d'établissement de rapport : 4/1/2020 au 3/31/2021

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	1
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	1
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	1
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	1
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	0
Public	0
Refus de s'identifier	0
Total	1

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 Jours	16 à 30 Jours	31 à 60 Jours	61 à 120 Jours	121 à 180 Jours	181 à 365 Jours	Plus de 365 Jours	
0	0	0	0	0	0	0	0

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

Section 2 – Motifs pour ne pas donner suite à une demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transférée	1	0	0	0	0	0	0	1
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	0	0	1

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	0	18(d)	0	21(1)a)	0
13(1)e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14(a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
14(b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	0	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.31	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)c)	0	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)b)	0	16.6	0				
16(1)c)	0	17	0				
16(1)d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

3.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	1
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	100

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
0	0	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Prorogations

4.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 8: Plaintes et enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations	Article 37 Compte rendus de conclusion reçus	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des recommandations émis par la Commissaire de l'information	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des ordonnances émis par la Commissaire de l'information
0	0	0	0	0	0

Section 9: Recours judiciaire**9.1 Recours judiciaires sur les plaintes reçues avant le 21 juin 2019 et au-delà**

Article 41 (avant 21 juin 2019)	Article 42	Article 44
0	0	0

9.2 Recours judiciaires sur les plaintes reçues après le 21 juin 2019

Article 41 (après 21 juin 2019)				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**10.1 Coûts**

Dépenses	Montant
Salaires	\$11,000
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$0
• Contrats de services professionnels	\$0
• Autres	\$0
Total	\$11,000

10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.100
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.100

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.